

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

UN LIBRARY

DEC 31 1992

2504^e SÉANCE : 16 DÉCEMBRE 1983

UNSA COLLECTION

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2504).....	1
Adoption de l'ordre du jour.....	1
Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud :	
Lettre, en date du 14 décembre 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16216)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2504^e SÉANCE

Tenue à New York le vendredi 16 décembre 1983, à 16 heures.

Président : M. Max van der STOEL (Pays-Bas).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2504)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud :
Lettre, en date du 14 décembre 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16216).

La séance est ouverte à 16 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud :

Lettre, en date du 14 décembre 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16216)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Botswana, du Brésil, de l'Inde, de la Mauritanie, du Mozambique, du Portugal, de la Somalie, de la Yougoslavie et de la Zambie des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. de Figueiredo (Angola) prend place à la table du Conseil; M. von Schirnding (Afrique du Sud), M. Legwaila (Botswana), M. Maciel (Brésil), M. Krishnan (Inde), M. Ould Hamody (Mauritanie), M. Dos Santos (Mozambique), M. Medina (Portugal), M. Adan (Somalie), M. Golob (Yougoslavie), et M. Lusaka (Zambie) occupent les

sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le Conseil se réunit aujourd'hui pour répondre à la demande contenue dans la lettre, en date du 14 décembre, adressée au Président du Conseil par le représentant de l'Angola.

3. J'attire l'attention des membres du Conseil sur le document S/16219, qui contient le texte d'une lettre, en date du 15 décembre, adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud.

4. Le premier orateur est le représentant de l'Angola auquel je donne la parole.

5. M. de FIGUEIREDO (Angola) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je vous remercie, ainsi que les membres du Conseil, d'avoir accepté de réunir le Conseil aussi rapidement. Mon gouvernement a demandé la convocation de cette réunion d'urgence pour plusieurs raisons.

6. Depuis 1981, les forces armées racistes de l'Afrique du Sud mènent une guerre en règle contre la République populaire d'Angola. Avant cela, depuis 1975, les troupes racistes ont commis régulièrement des actes d'agression contre le territoire et le peuple angolais, dès la proclamation d'indépendance de l'Angola, le 11 novembre 1975.

7. Cette guerre en règle est soutenue de différentes façons, ouvertement ou clandestinement, par certains Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sans l'appui desquels les soldats racistes ne pourraient procéder à ces tentatives de déstabilisation du Gouvernement souverain et légitime de l'Angola.

8. Mon gouvernement a publié un livre blanc sur les actes d'agression commis par le régime raciste sud-africain contre l'Angola. Le 5 décembre, mon gouvernement a demandé que ce document soit distribué en tant que document du Conseil mais, pour des raisons regrettables, cela n'a pas encore été fait*. Ce document, que la mission de l'Angola a distribué au Conseil, dresse la liste des actes racistes commis de 1975 à la mi-1982. Ces actes d'agression non seulement se sont poursuivis mais, pis encore, se sont intensifiés depuis la mi-1982 jusqu'à aujourd'hui.

* Distribué ultérieurement sous la cote S/16198.

9. Mon gouvernement a saisi le Conseil de cette question à plusieurs reprises.

10. En mars 1976, le Conseil a adopté la résolution 387 (1976) dans laquelle il exigeait que "l'Afrique du Sud respecte scrupuleusement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola" et demandait au régime raciste d'indemniser intégralement mon pays.

11. En mai 1978, le Conseil a adopté la résolution 428 (1978) dans laquelle il réitérait cette exigence et exigeait également "le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces sud-africaines de l'Angola".

12. En mars 1979, le Conseil a adopté la résolution 447 (1979) dans laquelle il exigeait que l'Afrique du Sud "cesse immédiatement ses invasions armées provocatrices contre la République populaire d'Angola et respecte sans délai l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays".

13. En novembre 1979, le Conseil a adopté la résolution 454 (1979) dans laquelle il condamnait "énergiquement l'agression commise par l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola" et invitait le gouvernement raciste à "cesser immédiatement tous actes d'agression et de provocation à l'encontre de la République populaire d'Angola et à retirer sans délai toutes ses forces armées de l'Angola".

14. En juin 1980, le Conseil a adopté la résolution 475 (1980) dans laquelle il exigeait que le régime raciste "retire immédiatement toutes ses forces militaires du territoire de la République populaire d'Angola, cesse toutes violations de l'espace aérien de l'Angola et respecte désormais de façon scrupuleuse la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola", demandait à tous les Etats "d'appliquer intégralement l'embargo sur les armes imposé à l'encontre de l'Afrique du Sud dans la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité" et décidait "de se réunir à nouveau au cas où de nouveaux actes de violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola seraient commis par le régime raciste d'Afrique du Sud, afin d'envisager l'adoption de mesures plus efficaces conformément aux dispositions appropriées de la Charte des Nations Unies, y compris son Chapitre VII".

15. En août 1981, le Gouvernement et le peuple angolais ont lancé un appel angoissé au Conseil [S/14654] à la suite d'une invasion massive du pays et de l'occupation militaire de certaines parties du sud de l'Angola, occupation qui se poursuit jusqu'à ce jour.

16. Dans le projet de résolution dont il était saisi, le Conseil condamnait énergiquement le régime raciste pour son invasion armée préméditée, non provoquée et persistante de l'Angola, déclarait que l'invasion armée était une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Angola et constituait un dan-

ger pour la paix et la sécurité internationales, exigeait le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes sud-africaines de l'Angola, condamnait énergiquement l'utilisation par l'Afrique du Sud de mercenaires contre le Gouvernement et le peuple angolais, condamnait la campagne d'agression et les autres activités hostiles visant à déstabiliser la République populaire d'Angola et demandait la mise en œuvre de l'embargo sur les armes imposé en 1977 à l'encontre de l'Afrique du Sud ainsi qu'une indemnisation intégrale et adéquate de la part de l'Afrique du Sud à l'Angola.

17. Ce projet de résolution a fait l'objet du veto d'une superpuissance, membre permanent du Conseil, 13 membres ayant voté pour, et un s'étant abstenu [2300^e séance, par. 45]. Du fait de ce veto, les troupes racistes sud-africaines occupent encore la partie sud de l'Angola.

18. Le Conseil est l'organe suprême de l'Organisation des Nations Unies chargé du maintien de la paix. Je cite le paragraphe 1 de l'Article 24 de la Charte des Nations Unies, qui stipule :

"Afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité, le Conseil de sécurité agit en leur nom."

Face à l'impuissance du Conseil et à son incapacité d'aider l'Angola victime de l'agression raciste et face à cette paralysie provoquée par le veto exercé par une superpuissance, vers quel tribunal le peuple angolais doit-il se tourner, auprès de quelle instance internationale doit-il chercher à se faire rendre justice ? Quelle est l'organisation internationale qui délivrera l'Angola et, en fait, toute l'Afrique australe, de la folie criminelle du monstre que nous avons parmi nous ?

19. Dans un geste de cynisme calculé, le régime raciste, en apprenant que mon gouvernement avait demandé la convocation d'une réunion du Conseil, a recouru à une tactique destinée à diffuser l'expression de son soutien à la position de l'Angola et à la cause de l'Angola, et à donner à ses alliés la distinction douteuse de pouvoir souligner avec fierté le fait que, enfin, leur politique d'engagement constructif commençait à donner des résultats.

20. C'est de ces tactiques racistes et de ces stratégies que nous, en Afrique australe, avons appris à nous méfier considérablement à la suite d'expériences amères avec Pretoria et avec ses alliés en qui nous avions placé notre confiance. Le prix que nous avons payé pour apprendre cette leçon se monte à des milliers de morts, de blessés qui ne sont plus réadaptables, à l'occupation de notre territoire souverain, à des attaques furtives contre nos installations vitales, au sabotage économique, au recrutement et à l'utilisation de mer-

cenaires qui s'attaquent à la vie des populations et à leurs biens dans des Etats souverains et à des efforts de déstabilisation des gouvernements légitimes d'Afrique australe, et plus particulièrement celui de l'Angola.

21. Les comptes rendus de séance des divers organes de l'Organisation des Nations Unies abondent en exemples de la duplicité de l'Afrique du Sud raciste et de son intransigeance fondamentale, bien que celles-ci soient parfois dissimulées par des gestes en apparence conciliants.

22. En fait, malgré la lettre adressée par le Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud raciste au Secrétaire général le 27 août 1981 [S/14652] et la publicité donnée à l'"offre" de l'Afrique du Sud, mon gouvernement m'a informé que ce matin à l'aube quatre colonnes de troupes racistes constituées de blindés avaient lancé une offensive dans la province d'Huila; un affrontement a déjà eu lieu le 14 décembre près de Mulongo entre les agresseurs racistes et les valeureux soldats des forces armées populaires pour la libération de l'Angola (FAPLA) qui défendent notre pays.

23. Je pose au Conseil la question suivante : cette dernière offensive correspond-elle aux sentiments exprimés dans la lettre susmentionnée ? Le Conseil se laissera-t-il duper une fois de plus par les ruses sud-africaines ? Même une lecture rapide de cette lettre montre bien qu'en fait le régime raciste n'a réellement fait aucune offre. Cette lettre ne contient qu'une vague déclaration selon laquelle il serait prêt à entamer un dégagement, mais elle ne parle pas de retrait. De plus, elle pose à nouveau la question du couplage, que le Gouvernement angolais, appuyé en cela par la plupart des pays du monde, rejette absolument et catégoriquement.

24. Le retrait des soldats racistes et des mercenaires du territoire angolais souverain n'est pas négociable; il s'agit d'un droit naturel de l'Angola aux termes du droit international portant sur le statut d'Etat et la souveraineté nationale. Une fois accompli ce retrait inconditionnel qui constitue l'un des quatre points énoncés par le camarade José Eduardo dos Santos, président du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola — Parti des travailleurs (MPLA-PT) et président de la République populaire d'Angola, en tant que condition *sine qua non* d'une solution aux problèmes de l'Afrique australe, nous pourrions discuter des autres problèmes à l'égard desquels l'engagement du peuple angolais demeure plus ferme que jamais. Mais le régime raciste doit tout d'abord retirer les cinq bataillons qui sont installés à Chitado, Xangongo, Ionde, Evale et Mulemba.

25. Certains détails de cette occupation militaire par les forces armées racistes et leurs opérations militaires à l'intérieur de notre territoire sont énoncés dans le livre blanc dont j'ai parlé [S/16198, annexe]. En outre, les forces armées racistes procèdent au moins à trois vols de reconnaissance par semaine à partir de pistes

d'envol militaires situées à Oudangua, Ruacana, Runto et Grootfontein dans le Territoire illégalement occupé de Namibie, vols pour lesquels elles utilisent des avions Mirage III, F-7, Canberra, Impala et Buccaneer ainsi que des hélicoptères de type Puma SA-330, Super Frelon, Alouette II et III.

26. Il est catégoriquement déclaré à l'Article 25 de la Charte que les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité conformément à la présente Charte. Et pourtant, nous avons ici un Membre raciste de l'Organisation qui, depuis 1976, refuse de se conformer à l'Article 25, dans l'impunité absolue, alors que l'Angola, Etat Membre qui n'a jamais violé aucune décision de l'Organisation des Nations Unies ni d'aucun de ses organes, pâtit sans arrêt parce que le Conseil hésite à imposer des mesures qui pourraient rectifier la situation.

27. Le Gouvernement angolais n'a jamais refusé et n'a jamais eu peur des réunions, du dialogue et des négociations. A de nombreuses reprises, nous avons rencontré amis et ennemis pour chercher à sortir de cette impasse. Mais il y a des principes révolutionnaires qui pour nous n'admettent pas le compromis, comme notre souveraineté nationale et notre intégrité territoriale.

28. L'Angola est un Etat africain, un Etat d'Afrique australe, un Etat de première ligne. Nous sommes conscients des devoirs et des responsabilités qui nous incombent, et nous continuerons de nous en acquitter. Toutefois, en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies, nous avons le droit d'attendre un appui concret, spécialement de la part du Conseil de sécurité, dont les membres permanents sont tenus de respecter le droit internationale et la Charte des Nations Unies et de ne pas recourir au veto pour empêcher la justice de prévaloir.

29. Les avantages proclamés par les forces de l'impérialisme de par le monde, surtout leur allié du régime d'*apartheid* en Afrique du Sud, sont des temporaires et pyrrhiques. Leur coût final sera incalculable en termes économiques, militaires, politiques et humains. L'histoire est de notre côté et la révolution ne revient jamais en arrière bien qu'elle puisse à l'occasion souffrir un léger recul.

30. Alors qu'approche notre victoire finale, le régime d'*apartheid*, s'il m'est permis de paraphraser Huxley, détourne l'attention du véritable problème par d'éloquantes digressions et d'habiles appels.

31. Si la communauté internationale ne condamne pas les coupables, elle les excuse, et si le Conseil ne condamne pas l'Afrique du Sud raciste pour son occupation militaire du territoire angolais et ne la force pas à s'en retirer, nous serons alors forcés d'en conclure que cet organe chargé du maintien de la paix légitimise la guerre par son impuissance et son inaction.

32. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de l'Afrique du Sud, que j'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

33. M. von SCHIRNDING (Afrique du Sud) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, au nom de ma délégation, je voudrais vous féliciter et vous adresser mes meilleurs vœux à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil.

34. Une fois de plus, le Conseil se réunit pour examiner la situation dans le sud de l'Angola. Pourtant, les facteurs qui ont donné lieu à cette situation n'ont pas changé depuis la dernière fois que le Conseil a examiné la question, au mois d'août 1981 [2296^e à 2300^e séances].

35. Les opérations de sécurité de l'Afrique du Sud dans la partie sud de l'Angola n'ont qu'un objectif et un seul : protéger le Sud-Ouest africain/Namibie contre les attaques terroristes de la SWAPO [*South West Africa People's Organization*].

36. La SWAPO a tué plus de 1 300 habitants du Sud-Ouest africain/Namibie depuis qu'elle a commencé sa campagne terroriste contre la population du Territoire. Elle a poursuivi une campagne systématique d'intimidation contre ses adversaires politiques et est responsable de l'assassinat de plus de 25 personnalités politiques importantes, notamment le chef Clemens Kapuuo, Toivo Shyagaya, Filemon Nika, le chef Elifas, Paulus Hamalua Heita, Thomas Hikongo et Oswald Andawa.

37. De plus, plus de 1 000 habitants du Territoire ont été mutilés ou grièvement blessés du fait des activités violentes de la SWAPO. Onze cents personnes, surtout des écoliers, ont été enlevées du Territoire. La SWAPO procède maintenant à des enlèvement de cette nature et au recrutement de citoyens angolais pour reconstituer ses bandes de terroristes.

38. Ce sont ces actes là, et non pas la rhétorique à laquelle elle se livre à l'Organisation des Nations Unies, qui constituent la réaction de la SWAPO à la perspective d'élections libres et régulières au Sud-Ouest africain/Namibie. Comme toutes les parties au différend sont convenues que le Territoire devait devenir indépendant sur la base d'élections libres régulières, que la SWAPO nous dise pourquoi elle persiste dans cette campagne insensée de violence car, tant qu'elle continuera à agir de la sorte, l'Afrique du Sud prendra toutes les mesures nécessaires pour défendre la population du Territoire. En particulier, l'Afrique du Sud ne permettra pas aux bandes de la SWAPO d'établir des refuges en Angola, au nord de la frontière, à partir desquels des raids pourront être effectués contre les habitants du Territoire.

39. L'Afrique du Sud aurait de beaucoup préféré résoudre le problème par des moyens pacifiques, conformément à la Charte des Nations Unies. Du reste,

l'Afrique du Sud a examiné à fond toutes les possibilités d'une solution négociée. L'Afrique du Sud a envoyé 54 lettres à l'ancien Secrétaire général, pas moins, pour faire connaître à l'Organisation des Nations Unies les détails des centaines de meurtres que la SWAPO a perpétrés. A maintes reprises, l'Afrique du Sud a prié l'ancien Secrétaire général d'user de ses bons offices pour que cessent les attaques armées lancées contre le Sud-Ouest africain/Namibie au départ de l'Angola. Pourtant, ses lettres n'ont pas été retenues. L'Afrique du Sud a plusieurs fois cherché à porter cette affaire devant l'Assemblée générale, mais son droit de le faire a tout simplement été ignoré, manifestement parce que la majorité, à l'Organisation, ne trouve pas la vérité à son goût. Lorsque les représentants du Territoire, qui souffraient des attaques de la SWAPO, ont cherché à exprimer leurs griefs, le Conseil ne s'est même pas montré disposé à leur accorder audience. Loin de jouer le rôle qu'envisage la Charte pour le règlement pacifique des différends, l'Organisation des Nations Unies a été l'un des principaux instigateurs et sympathisants de la violence terroriste de la SWAPO contre la population du Territoire.

40. Ayant épuisé les possibilités de prévenir l'agression par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, l'Afrique du Sud s'est efforcée de résoudre directement le problème avec le régime du MPLA. Les 7 et 8 décembre 1982, une délégation sud-africaine dirigée par le Ministre des affaires étrangères et de l'information a eu des entretiens prometteurs avec une délégation du MPLA, dans les îles du Cap-Vert. On a proposé une formule qui aurait pu aboutir à la cessation des activités armées dans la région frontalière et au retrait d'Angola des forces cubaines et de la SWAPO au-dessus d'une certaine latitude. On espérait que ce processus permettrait d'établir la paix dans la région frontalière et qu'il contribuerait de manière importante au règlement des problèmes plus vastes de la région. Une deuxième réunion entre les délégations ministérielles de l'Afrique du Sud et du régime du MPLA devait avoir lieu le 23 février 1983 dans les îles du Cap-Vert, afin de faire de nouveaux progrès vers ce que l'on croyait être l'objectif commun : l'établissement de la paix dans la région frontalière.

41. Cependant, la SWAPO, avec le soutien actif du régime du MPLA, a choisi la veille de la deuxième série d'entretiens pour lancer la plus importante de ses offensives contre la population du Sud-Ouest africain/Namibie. Bien que l'Afrique du Sud aurait eu de bonnes raisons de le faire, elle n'a pas annulé les entretiens mais envoyé une délégation importante aux îles du Cap-Vert pour bien faire comprendre que les entretiens ne pouvaient se poursuivre que si les FAPLA et la SWAPO manifestaient la même modération militaire que celle dont l'Afrique du Sud faisait preuve depuis déjà plusieurs mois. L'Afrique du Sud a également précisé qu'une solution générale des problèmes de la région exigeait le retrait des Cubains de tout l'Angola.

42. L'Afrique du Sud a informé à plusieurs reprises le régime du MPLA qu'elle serait prête à poursuivre les

discussions bilatérales sur cette base. Cependant, le régime du MPLA a décidé manifestement d'abandonner le processus de négociation pacifique et de chercher à réaliser ses objectifs par d'autres moyens.

43. Malgré cette attitude, l'Afrique du Sud a maintenu son offre. L'Afrique du Sud ne désire aucunement contrôler un seul centimètre du territoire angolais. Bien que sa politique et son approche diffèrent radicalement de celles du régime du MPLA, l'Afrique du Sud est prête à examiner la possibilité d'une coexistence pacifique avec tous les Etats de la région. L'Afrique du Sud a maintes fois dit que dès que la SWAPO s'engagerait à mettre fin à sa campagne de violence, et honorerait cet engagement, il serait mis fin à l'action des forces sud-africaines contre la SWAPO. Dans ces circonstances, il ne serait plus nécessaire pour l'Afrique du Sud de recourir à une action militaire par delà la frontière contre les éléments de la SWAPO qui se trouvent en Angola.

44. La solution au problème actuel est très simple. Le MPLA doit, conformément au droit international, veiller à ce que son territoire ne serve pas au lancement d'attaques terroristes contre ses voisins. Le régime du MPLA le sait mais il persiste cependant à appuyer la politique d'agression de la SWAPO. Il a demandé la convocation de cette réunion du Conseil pour cacher ses propres desseins agressifs contre la population du Sud-Ouest africain/Namibie et détourner l'attention de ses graves problèmes internes. Ces problèmes découlent de l'imposition à l'Angola d'une idéologie totalement étrangère aux peuples d'Afrique. Le fait est que l'autorité du régime du MPLA ne résulte pas des vœux librement exprimés du peuple angolais mais de la force militaire de troupes étrangères. Le MPLA ne réglera pas ses problèmes en prétendant simplement qu'ils sont dus à l'Afrique du Sud. S'il y a des membres du Conseil qui croient à la propagande du MPLA selon laquelle l'Afrique du Sud est responsable de la situation actuelle en Angola, alors nous mettons au défi le MPLA de les inviter à se rendre en Angola pour évaluer librement eux-mêmes la situation.

45. En demandant cette réunion du Conseil, le MPLA espère également justifier la présence en Angola de Cubains et autres intermédiaires qu'il a invités pour réprimer le peuple angolais. Les Cubains ne sont pas là-bas pour combattre l'Afrique du Sud; ils y sont pour combattre le peuple angolais. Ils n'y sont pas pour défendre l'indépendance d'un gouvernement souverain; ils y sont pour étayer une clique non représentative, non élue et impopulaire. Ils ne sont pas les alliés de l'Afrique du Sud dans sa lutte de libération; ils sont l'avant-garde de nouveaux impérialistes et colonialistes et leur regard se tourne tout autant vers Lusaka, Kinshasa, Gaborone, Brazzaville et Libreville que vers Windhoek et Pretoria. Si le Conseil recherche des preuves à cet égard, qu'il consulte par exemple les peuples polonais et afghan et beaucoup d'autres.

46. Un jour l'Afrique comprendra que les forces sud-africaines dans la région frontalière de l'Angola et du

Sud-Ouest africain, qu'elle condamne maintenant avec tant de véhémence, luttent en fait pour défendre l'Afrique tout entière contre une menace puissante et sinistre qui pèse sur tous les Etats africains. Rien de ce que le Conseil peut décider maintenant et dans l'avenir ne saurait modifier ce fait fondamental. En fait, nombre de dirigeants africains craignent cette même menace de la même superpuissance et de ses intermédiaires et la majorité des membres du Conseil savent où est la vérité mais ils ont des raisons qui leur sont propres pour ne pas l'admettre.

47. Hier, j'ai transmis le message suivant adressé au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères et de l'information de l'Afrique du Sud.

[L'orateur donne lecture de la lettre figurant à l'annexe I du document publié sous la cote S/16219.]

48. On comprendra que l'attitude du Gouvernement sud-africain à l'égard de nouveaux efforts destinés à trouver une solution pacifique à la question du Sud-Ouest africain/Namibie sera influencée par la réaction que suscitera cette dernière initiative de paix, nonobstant les remarques cyniques et regrettables qu'a faites cet après-midi le représentant de l'Angola.

49. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de la Somalie, qui désire faire une déclaration en sa qualité de président du Groupe des Etats d'Afrique pour le mois de décembre. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

50. M. ADAN (Somalie) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord d'exprimer la satisfaction que ma délégation éprouve à vous voir présider les délibérations du Conseil pour le mois de décembre. Nous sommes persuadés que grâce à votre longue expérience et à vos talents diplomatiques bien connus vous mènerez nos travaux à bonne fin.

51. Permettez-moi également d'adresser à votre prédecesseur, M. Gauci, de Malte, notre reconnaissance sincère pour la compétence avec laquelle il a présidé les séances du Conseil au cours du mois de novembre.

52. Je tiens à vous remercier ainsi que les membres du Conseil de m'avoir donné l'occasion de prendre part au débat en tant que président du Groupe des Etats d'Afrique pour le mois de décembre et en tant que représentant de mon pays.

53. Ma délégation tenait beaucoup à se faire entendre car la question dont le Conseil est saisi touche directement tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Tous les Etats sont en effet concernés lorsqu'on laisse le droit international aller à vau l'eau dans quelque région du monde que ce soit; il n'est pas douteux en effet que les agressions militaires perpétrées par l'Afrique du Sud contre l'Angola au cours des

huit dernières années ainsi que son occupation actuelle du territoire angolais constituent une violation des principes de la Charte des Nations Unies et des normes du droit international.

54. Les faits qui ont engendré la situation actuelle ne peuvent être contestés. Les nombreuses missions d'enquête, y compris des missions de l'Organisation des Nations Unies, ont témoigné de la brutalité des agressions sud-africaines et de l'importance des dégâts causés.

55. De toute évidence, l'Angola est victime d'une agression au sens donné à ce terme par l'Assemblée générale dans sa résolution 3314 (XXIX) du 14 décembre 1974 : sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale ont été grossièrement violées; nombre de villes et de villages ont été sérieusement endommagés, voire détruits; le nombre des morts et des blessés, y compris des civils, des réfugiés fuyant l'oppression raciste, des femmes et des enfants, s'élève à des milliers; des centaines de milliers de personnes se trouvent sans abri et les dégâts causés aux biens et aux secteurs industriel et agricole se chiffrent à des centaines de millions de dollars.

56. Il s'agit là d'une situation intolérable, situation rendue plus intolérable encore par les tentatives arrogantes de l'Afrique du Sud de justifier ses actes à l'aide d'arguments de toute évidence faux. Au regard du droit international, l'Afrique du Sud est indubitablement coupable de se livrer à une occupation illégale de la Namibie. Un régime qui se soustrait de façon aussi flagrante à ses responsabilités internationales ne saurait prétendre avoir le droit d'utiliser la force militaire contre ceux qui s'opposent à son régime illégal, raciste et oppresseur.

57. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont déclaré légitimes la lutte de libération du peuple de Namibie menée par la SWAPO et l'appui de l'Angola à cette lutte. Selon nous, le Conseil doit rejeter catégoriquement les arguments de l'Afrique du Sud qui affirme se livrer à la poursuite de prétendus terroristes. Les vrais terroristes sont ceux qui se livrent à une oppression génocide de la majorité en Afrique du Sud, semant l'instabilité, la mort et la destruction dans toute la région de l'Afrique australe. Cette politique vise à ancrer fermement l'*apartheid* et à faire obstacle aux efforts de l'Organisation des Nations Unies pour mener la Namibie à l'indépendance.

58. Malheureusement, l'expérience nous donne à penser que l'Afrique du Sud maintiendra son attitude belliqueuse et illégale aussi longtemps qu'elle sera assurée de pouvoir le faire sans encourir de condamnation autre que verbale et aussi longtemps qu'elle continuera de bénéficier de l'appui de ses puissants amis.

59. Les Etats africains, en fait tous les Etats qui se tournent vers l'Organisation des Nations Unies en tant que source de sécurité collective, estiment inadmissible

qu'on ait permis à l'Afrique du Sud de mener en toute impunité ses attaques meurtrières contre l'Angola et d'autres pays voisins et d'occuper le territoire angolais en violation flagrante du droit international. A maintes reprises, le Conseil a reconnu que les actes de l'Afrique du Sud ont porté un rude coup à la paix et à la sécurité en Afrique australe et constituent une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Cependant, les condamnations répétées du Conseil sont restées lettre morte et ses appels à des compensations appropriées pour les dommages causés sur les plans humain et matériel ont été délibérément ignorés.

60. L'Angola est un pays dont le peuple désire avant tout aller de l'avant dans l'édification de sa nation dans la paix et la stabilité. S'il ne peut avoir recours à l'Organisation des Nations Unies pour obtenir protection contre les attaques répétées et odieuses de son voisin militariste et réparation pour les dommages subis, alors c'est un signe que la communauté mondiale est retournée à l'ère de la loi de la jungle et que notre slogan au lieu d'être "la paix dans le progrès" pourrait plutôt être le "droit du plus fort".

61. En juin 1980, le Conseil a accepté d'envisager l'adoption de mesures plus efficaces conformément aux dispositions de la Charte, dont celles du Chapitre VII, au cas où de nouvelles violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Angola se produiraient. Depuis lors, nul ne l'ignore, les attaques meurtrières de l'Afrique du Sud contre la population civile, son occupation illégale du territoire angolais et ses violations répétées de l'espace aérien se sont poursuivies.

62. Le Conseil doit donc s'acquitter de sa responsabilité première, à savoir restaurer la paix et la sécurité internationales dès lors qu'il a été prouvé que des actes d'agression et des ruptures de la paix ont eu lieu. Ma délégation espère sincèrement que le Conseil honorera sa promesse faite à l'Angola, et par voie de conséquence, à la communauté internationale, dans sa résolution 475 (1980).

63. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de l'Inde qui souhaite faire une déclaration en sa qualité de président du Groupe des Etats non alignés. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

64. M. KRISHNAN (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je vous suis reconnaissant, ainsi qu'aux membres du Conseil, d'avoir donné à ma délégation la possibilité de participer au débat sur une question d'une grande importance pour la communauté internationale. Permettez-moi, pour commencer, de vous adresser nos sincères félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence pour le mois de décembre. Les Pays-Bas et l'Inde sont unis par des liens chaleureux d'amitié et de coopération et nous sommes particulièrement heureux de vous voir occuper le fauteuil présidentiel. Vous apportez à vos fonctions une grande sagesse et une riche expérience diploma-

tique acquise au cours des années. Nous espérons que, sous votre direction éclairée, le Conseil terminera ses travaux, cette année, sur une note positive et concrète.

65. Le Gouvernement angolais s'est tourné une fois de plus vers le Conseil, après un silence de plus de deux ans, pour rappeler à la communauté internationale l'agression continue perpétrée contre son territoire et son peuple par le régime raciste et belliqueux de l'Afrique du Sud. La question soumise aujourd'hui au Conseil est de celles qui ont parfois tendance à se fondre dans le contexte plus large de la situation en Afrique australe et de la question de Namibie. En fait, et c'est l'un des nombreux paradoxes de la situation, ceux qui font grand cas de la présence de forces étrangères sur le territoire de pays de la région croient bon d'esquiver ou d'ignorer délibérément la présence massive et prolongée des forces sud-africaines sur une grande partie du sol angolais, empiétant sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays et faisant planer une ombre inquiétante sur l'édifice extrêmement fragile de la paix et de la sécurité dans la région.

66. Le représentant de l'Angola a fait part au Conseil, en termes frappants et avec son éloquence habituelle, de la gravité de la situation à laquelle son pays doit faire face. L'agression de l'Afrique du Sud contre l'Angola n'est pas un phénomène nouveau; elle constitue, en fait, un facteur presque permanent depuis l'accession de l'Angola à l'indépendance, en 1975. A plusieurs reprises déjà le Conseil a été saisi de ce problème. Chaque fois, ou presque, le Conseil a adopté des résolutions condamnant l'Afrique du Sud pour son agression et lui demandant de retirer immédiatement et sans condition ses forces du territoire angolais. Cependant, comme à l'accoutumée, le régime de Pretoria fait la sourde oreille à la volonté exprimée par la communauté internationale. Il est triste de constater que l'efficacité du Conseil puisse être remise en cause du fait que ses résolutions et décisions sont foulées aux pieds par un Etat Membre récalcitrant de l'Organisation des Nations Unies.

67. La déclaration que nous venons d'entendre de la part du représentant du régime de Pretoria ne fait qu'apporter une nouvelle preuve, à supposer qu'elle soit nécessaire, que l'Afrique du Sud cherche à berner l'opinion publique mondiale en essayant de détourner l'attention sur des questions inventées ou sans rapport direct avec celle à l'examen. Nous avons également pris connaissance, ce matin, de la proposition de l'Afrique du Sud — à supposer qu'elle mérite ce terme — concernant un prétendu dégagement des forces en Angola contenue dans le document S/16219, en date du 15 décembre. La date de cette communication n'est pas l'effet du hasard. Il est bien évident qu'il s'agit là d'une nouvelle tactique de diversion relevant de la stratégie globale de l'Afrique du Sud. L'offre de dégagement est manifestement fallacieuse parce qu'elle ne mentionne pas un retrait sud-africain et constitue une tentative de la part d'un agresseur de fixer des conditions que la victime de l'agression devrait respecter. Elle suppose

aussi que l'Afrique du Sud prétend avoir le droit de poursuivre ses opérations et ses attaques militaires contre l'Angola et à l'intérieur de l'Angola et son intention de continuer sa politique. C'est un postulat irrecevable. Cette communication fait également intervenir des considérations sans rapport avec la question, ce qui ne fait que confirmer que le but de cet exercice épistolaire est simplement de faire une propagande mensongère.

68. L'occupation illégale et persistante d'une grande partie du territoire de l'Angola par l'Organisation des Nations Unies, en violation de la Charte des Nations Unies et du droit international, rejoint la stratégie plus générale de l'Afrique du Sud, qui consiste à déstabiliser toute la région en commettant des actes d'agression et de subversion et autres forces de provocation dirigées contre des Etats africains indépendants de la région, sans parler de l'occupation illégale et persistante de la Namibie. En fait, Pretoria s'est bien des fois servi de la Namibie comme d'un tremplin pour lancer une campagne de terrorisme, d'intimidation et d'agression contre des Etats voisins, en particulier l'Angola. Aujourd'hui, les forces sud-africaines, avec les mercenaires et les brigands placés sous le commandement de Pretoria, se sont installés à plus de 160 kilomètres au cœur du territoire angolais, munies d'armements lourds et perfectionnés, pour semer la terreur parmi la population locale et les réfugiés namibiens. L'espace aérien de l'Angola est violé, comme bon lui semble, par l'aviation sud-africaine. Des opérations au sol ont aussi fréquemment lieu. Il y a deux jours seulement, le 14 décembre, comme on nous l'a dit, quatre colonnes d'infanterie sud-africaines ayant pour base la province angolaise de Cunene, ont monté une attaque contre la province d'Huila et, pendant 18 heures, ont livré un combat farouche contre des unités de forces de défense angolaises. Dans la période qui a suivi l'indépendance, les actes relevant de l'agression sud-africaine ont causé à l'économie angolaise des dommages qui s'élèvent au total à quelque 10 milliards de dollars. Une infrastructure et des biens précieux ont été détruits. Des milliers de personnes ont été tuées et beaucoup d'autres arrachées implacablement à leurs foyers et à leurs maisons et condamnées à mener une existence misérable. Les forces du régime raciste ont commis des brutalités sans nom, pillages, viols, tortures, bombardements aériens de zones habitées, massacres massifs d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. L'atroce massacre de réfugiés namibiens et angolais à Cassinga, en mai 1978, ne fut que l'un des nombreux crimes qui couvrent Pretoria d'infamie.

69. Le mouvement des pays non alignés s'est toujours solidairement tenu aux côtés du Gouvernement et du peuple angolais. La septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi du 7 au 12 mars dernier

“a fermement condamné le maintien, par les troupes racistes sud-africaines, de l'occupation militaire d'une partie du territoire angolais en violation de la souveraineté nationale, de l'indépendance et de

l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola. La Conférence a considéré l'occupation du territoire angolais comme un acte d'agression à l'encontre du mouvement des pays non alignés; elle a exigé le retrait immédiat et inconditionnel des troupes sud-africaines et elle a décidé de renforcer son soutien et sa solidarité à l'égard du peuple et du Gouvernement de l'Angola, en vue de consolider l'indépendance nationale de ce pays et d'en sauvegarder la souveraineté et l'intégrité territoriale" [S/15675, annexe, sect. I, par. 62].

70. A la Réunion des ministres des affaires étrangères et chefs de délégation des pays non alignés, à la trentehuitième session de l'Assemblée générale, tenue à New York du 4 au 7 octobre, ces derniers ont également

"condamné l'agression massive lancée récemment par les forces sud-africaines contre le village de Cangamba dans la province de Moxico, à 500 kilomètres de la frontière namibienne" [S/16035, par. 21].

Je ne puis faire mieux que de réaffirmer aujourd'hui ces déclarations des pays non alignés.

71. Bien que je m'exprime au nom du mouvement des pays non alignés, il ne serait peut-être pas déplacé que je mentionne également le communiqué final de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, tenue à New Delhi du 23 au 29 novembre. Quarante-deux participants, représentant une large partie de la communauté mondiale, ont exprimé leur indignation devant les violations réitérées de l'intégrité territoriale d'Etats voisins par l'Afrique du Sud. Ils ont déclaré :

"Ces actes d'agression, destinés à intimider et à déstabiliser les Etats voisins de l'Afrique du Sud, ont pris, entre autres, les formes suivantes : offensives terrestres et aériennes, attaques contre des groupes de réfugiés au Lesotho et au Mozambique, occupation de certaines parties du sud de l'Angola, sabotage et chantage économiques. Les chefs de gouvernement ont condamné ces actes, qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales et dénotent un mépris total pour les normes régissant une conduite civilisée entre Etats souverains. Ils ont estimé qu'il incombait à l'ensemble de la communauté internationale de prendre des mesures efficaces pour obliger l'Afrique du Sud à agir avec modération et pour garantir que la stabilité de la région ne sera pas compromise par de nouveaux actes d'agression. A ce propos, ils ont demandé le retrait immédiat et inconditionnel des troupes sud-africaines d'Angola et la cessation de toutes les formes d'assistance aux forces subversives" [S/16206, annexe, communiqué final, par. 13].

72. J'ajouterai que le Gouvernement et le peuple indiens tiennent à réaffirmer leur entière solidarité avec l'Angola et leur appui à sa souveraineté, à son unité et à son intégrité territoriale. Nous rendons hommage au peuple angolais pour la solide et courageuse résistance qu'il oppose à la belligérance de Pretoria.

73. Lorsque ma délégation a pris la parole au Conseil sur cette question, le 29 août 1981, elle l'a mis en garde contre les hésitations, les tergiversations et les équivoques et a demandé instamment aux membres du Conseil d'être conscients de leur responsabilité aux termes de la Charte, les engageant à prendre des mesures appropriées et résolues, y compris l'application des dispositions prévues au Chapitre VII [2997^e séance, par. 84]. Le projet de résolution dont le Conseil était saisi [S/14664/Rev.2] n'a pas vu le jour en tant que résolution à cause du vote négatif d'un membre permanent. Aujourd'hui, plus de deux ans plus tard, l'occupation illégale du territoire persiste sans relâche, les actes d'agression, de subversion et de déstabilisation ayant augmenté en intensité et en fréquence et les brutalités et indignités accablant sans cesse la population du territoire occupé, si bien que le Conseil, moins que jamais ne peut se permettre d'hésiter. Il doit agir de façon décisive. Le Conseil doit condamner en termes clairs l'agression sud-africaine et l'occupation militaire persistante de certaines parties du sud de l'Angola et exiger le retrait immédiat et inconditionnel par l'Afrique du Sud de toutes ses forces d'occupation, de même que son engagement de respecter scrupuleusement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Angola. Le Conseil doit exiger aussi que l'Afrique du Sud indemnise totalement l'Angola pour tous les dommages causés au pays au cours de ces dernières années par suite de l'agression et de l'occupation sud-africaines.

74. Nous estimons aussi qu'il ne suffit pas de condamner tout simplement l'Afrique du Sud pour son agression et lui demander de se retirer, car Pretoria a montré le peu de cas qu'il fait de ces injonctions. Nous continuons de croire que si l'Afrique du Sud persiste dans son intransigeance, le Conseil devra prendre les mesures appropriées prévues au Chapitre VII de la Charte, ce qui nécessiterait alors que tous les membres du Conseil fassent preuve de la volonté politique requise. Nous espérons et nous comptons qu'ils ne nous décevront pas à cet égard.

75. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant du Botswana. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

76. M. LEGWAILA (Botswana) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence pour ce mois. Je tiens également à féliciter votre prédécesseur pour la façon dont il a dirigé les travaux du Conseil au cours du mois dernier.

77. Les dirigeants de l'Angola sont on ne peut plus sérieux lorsqu'ils mettent un point final à leurs déclarations politiques par le slogan "La lutte continue; la victoire est certaine". En effet, leur lutte est une lutte de libération sans fin, car l'Angola, contrairement à tout autre pays africain, n'a jamais connu une seule journée de paix depuis qu'il a accédé à l'indépendance il

y a huit ans. Il s'agit en fait d'un pays, d'un peuple, dont l'indépendance a été proclamée — fait exceptionnel — dans un accès de dépit par un gouverneur colonial qui était terriblement pressé de tirer vers le large, littéralement jusqu'au soleil couchant. La puissance coloniale n'a transmis au gouvernement indépendant aucun des instruments du pouvoir, comme cela s'est fait dans d'autres colonies. Le Gouverneur est parti et l'Angola a ainsi été livré à lui-même. Aujourd'hui encore, l'Angola doit se débrouiller seul.

78. L'Angola est un pays dont l'accession à l'indépendance a presque été empêchée en 1975 par l'Afrique du Sud, un pays qui n'a aucune frontière commune avec l'Afrique du Sud et qui, cependant, s'est vu obligé de déposer une plainte — une plainte très grave — devant le Conseil concernant l'occupation de son territoire par les troupes sud-africaines. Je dois répéter que l'Angola n'a aucune frontière commune avec l'Afrique du Sud. La plainte que l'Angola a déposée devant le Conseil n'a que très peu de rapport avec l'invasion du pays par l'Afrique du Sud en 1975, à la veille de la naissance en tant que nouvelle nation, mais est étroitement liée à la persistance des divers actes d'agression commis par l'Afrique du Sud contre l'Angola à partir de 1975 ainsi qu'à l'occupation continue de ce pays jusqu'à aujourd'hui, occupation qui a commencé en 1981.

79. Depuis août 1981, des milliers de soldats sud-africains occupent la partie sud de l'Angola, en violation de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du pays. La province angolaise de Cunene, en particulier, est devenue depuis lors une base militaire permanente pour les troupes sud-africaines. C'est à partir de cette province que les troupes sud-africaines dirigent les activités meurtrières des bandits de l'UNITA [*Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola*] en plus de leur propre campagne de destruction aveugle de l'infrastructure économique de l'Angola. Des villes entières, des villages, des hôpitaux, des écoles, des ponts et des raffineries de pétrole ont été détruits, sans parler des vies humaines. Le livre blanc publié récemment par le Gouvernement angolais* raconte l'histoire en détail; c'est une histoire si déchirante, si tragique qu'elle ne peut manquer de bouleverser chacun de nous ici présent.

80. Je parle ici d'un pays dont le peuple, depuis son accession à l'indépendance, n'a jamais cessé de chercher — plutôt de s'efforcer — de vivre en paix avec tous ses voisins en Afrique australe, y compris l'Afrique du Sud avec laquelle il n'a pas de frontière commune. Le peuple angolais n'a jamais cessé de proclamer qu'il est un peuple pacifique, qu'il n'a jamais attaqué personne et n'en a pas le moindre désir, que tout ce qu'il veut c'est vivre en paix, travailler pour édifier un avenir de bien-être, de progrès et de bonheur dans la société juste qu'il a librement choisie.

81. L'Angola ne pourrait pas mener une guerre d'agression contre l'Afrique du Sud, même s'il le voulait. D'abord, une telle entreprise reviendrait inévitablement à un suicide; ensuite, l'Angola devrait pour ce faire envahir la Namibie pour atteindre l'Afrique du Sud par-delà le fleuve Orange et ne dispose d'aucune ressource lui permettant de se lancer dans une aventure aussi futile et coûteuse.

82. C'est dans ce contexte qu'il faut voir les actes d'invasion répétés de l'Afrique du Sud et son occupation continue de l'Angola, invasion et occupation que l'Angola n'a pas provoquées mais qui l'ont été par l'Afrique du Sud elle-même pour essayer d'intimider l'Angola et de refuser au peuple de ce pays le droit de choisir librement le régime politique sous lequel il souhaite vivre.

83. Nous n'avons pas l'intention d'exiger du Conseil plus que la part de justice et d'équité qui, selon nous, revient à l'Angola. Le Conseil ne doit pas, par omission ou inaction, laisser croire qu'il tolère les actes d'agression continus perpétrés contre un petit pays faible et sans défense.

84. Nous demandons au Conseil qu'il lance un appel ferme et décisif pour que les troupes sud-africaines se retirent inconditionnellement d'Angola, pour que l'Afrique du Sud mette fin à ses actes d'agression contre l'Angola, pour qu'elle indemnise l'Angola pour les bouleversements qu'elle a provoqués dans le pays et pour que tous respectent l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Angola.

85. Il faut obliger l'Afrique du Sud à respecter les dispositions du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, selon lesquelles les Etats Membres doivent s'abstenir, dans leurs relations avec les autres Etats, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat.

86. Il faut également forcer l'Afrique du Sud à mettre fin à l'appui qu'elle donne aux bandits de l'UNITA, dont les actes ont provoqué tant de destructions, de morts et de souffrances en Angola.

87. La paix pour l'Angola c'est la paix pour l'Afrique australe en tant que région, car l'Angola n'est pas une île isolée, à l'écart des soucis et des préoccupations de notre sous-continent agité. La persistance de l'occupation par l'Afrique du Sud de cet Etat frère de première ligne et ses conséquences ont eu une incidence négative et néfaste sur les perspectives de paix pour l'ensemble de la région.

88. La région est déjà en proie à un conflit qui ne cesse de s'intensifier et qui est dû à la persistance de l'injustice raciale en Afrique du Sud et en Namibie et à la récente apparition du phénomène de déstabilisation par lequel l'Afrique du Sud essaie de s'entourer de voisins entièrement soumis.

* Distribué ultérieurement sous la cote S/16198.

89. Mais, comme nous l'avons déjà fait remarquer dans le passé, aucun pays d'Afrique australe ne se laissera soumettre à la tyrannie et l'injustice raciales. Aucun pays de la région ne nourrit d'intentions belliqueuses à l'égard de l'Afrique du Sud, ce qui serait insensé de notre part. Mais, en raison des principes moraux dans lesquels nous croyons, nous sommes tenus de dénoncer les maux de l'*apartheid* et de la tyrannie raciale en Afrique du Sud.

90. L'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Swaziland, le Mozambique, la Zambie ou le Zimbabwe n'ont rien à voir avec les bombes qui explosent en Afrique du Sud et en Namibie aujourd'hui. L'*apartheid* et le racisme de même que l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud en sont les seuls responsables.

91. Ni l'occupation du territoire angolais ni le fait de lâcher des bandes de dissidents meurtriers sur les pays de l'Afrique australe ne sauveront l'*apartheid* de sa

perte. Ils ne sauveront pas davantage l'Afrique du Sud — non seulement le reste des pays d'Afrique australe, mais l'Afrique du Sud elle-même — de la tragédie indescriptible qui frappera inévitablement la région si Pretoria se refuse à admettre que le recours à la force pour s'opposer au changement n'est pas la réponse. Les réponses aux problèmes de notre région ne sont pas difficiles à trouver. La réponse au problème en cause, au problème dont nous discutons ici, c'est le retrait immédiat et inconditionnel des troupes de l'Afrique du Sud d'Angola. Voilà la réponse. La réponse au problème de la Namibie, c'est la prompte mise en œuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil. La réponse aux problèmes de l'Afrique du Sud elle-même, c'est l'abolition complète de l'*apartheid* et la démocratisation de la société sud-africaine. Ce n'est qu'alors que nous tous, en Afrique australe, pourrons nous éloigner du précipice au bord duquel nous nous trouvons en cette période effrayante de notre histoire.

La séance est levée à 17 h 25.